



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante et unième session
Rome, 24 avril 2024

Procès-verbal de la cent quarante et unième session du Conseil d'administration

Cote du document: EB/141

Date: 4 octobre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA
Bureau de la Secrétaire
courriel: c.tenhave@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Cheffe, Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres
Bureau de la Secrétaire
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session	1
Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour	1
Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]	1
Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – Innover pour maximiser l'impact sur le développement: l'innovation au service de l'efficacité d'action [E]	2
Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles	4
a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA [I].....	4
Point 6 de l'ordre du jour – Questions financières.....	5
a) États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2023 [A]	5
b) Rapport sur l'état des contributions à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) [E]	6
Point 7 de l'ordre du jour – Gouvernance [A].....	7
a) Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration.....	7
Point 8 de l'ordre du jour – Points opérationnels en vitrine [I]	8
a) Programmes d'options stratégiques et b) évaluation de la stratégie et du programme de pays	8
i) Amérique latine et Caraïbes	8
Point 9 de l'ordre du jour – Questions diverses [I]	9
a) Informations actualisées sur les engagements, le programme de prêts et dons et autres ressources pour 2024	9
Clôture de la session	10

Annexes

- I. Points approuvés en bloc lors de la cent quarante et unième session du Conseil d'administration
- II. Liste des documents soumis avant la cent quarante et unième session du Conseil d'administration
- III. Délégations à la cent quarante et unième session du Conseil d'administration
- IV. Ordre du jour de la cent quarante et unième session du Conseil d'administration – 24 avril 2024

Procès-verbal de la cent quarante et unième session du Conseil d'administration

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session

1. La cent quarante et unième session du Conseil d'administration a été ouverte par le Président du FIDA et président du Conseil d'administration, M. Alvaro Lario.
2. Le procès-verbal suit l'ordre dans lequel les points étaient inscrits à l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, les principaux résultats des délibérations sont présentés dans des encadrés. La liste des documents soumis au Conseil d'administration figure à l'annexe II.
3. Le discours d'ouverture du président du Conseil d'administration est intégralement disponible en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2024/141/INF.2/Rev.1](#).

Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour provisoire.
- Le Conseil d'administration a été informé que, conformément aux procédures en vigueur relatives à l'invitation d'observateurs aux sessions du Conseil, un représentant de la République de Colombie participerait aux débats sur le point 8 a) de l'ordre du jour. Comme le prévoient le Règlement intérieur du Conseil d'administration et la version actualisée de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, un représentant du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA assisterait également aux débats sur ce point, en qualité d'observateur sans droit de parole.
- La version définitive de l'ordre du jour est disponible sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2024/141/R.1/Rev.3](#).

Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé et confirmé, par consensus et sans objection, les points sur lesquels il était invité à se prononcer dans le cadre de la procédure d'approbation en bloc (voir l'annexe I).
- En approuvant les propositions de projet, de programme et de don présentées au titre de ce point de l'ordre du jour, ainsi que celles soumises selon la procédure de défaut d'opposition depuis le début de l'année, le Conseil d'administration a approuvé des opérations d'un montant de 276 millions, ce qui représente 14% du programme de prêts et dons visé pour 2024, dont le total est d'environ 2 milliards d'USD.

Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – Innover pour maximiser l'impact sur le développement: l'innovation au service de l'efficacité d'action [E]

Résultat des délibérations:

- Le débat stratégique sur le thème « Innover pour maximiser l'impact sur le développement » a mis en avant un certain nombre de questions à considérer en priorité à l'avenir, notamment l'importance de ce qui suit:
 - la collaboration multipartite et l'exploitation des partenariats pour coordonner les efforts et partager les connaissances aux niveaux mondial, régional, national et local;
 - l'investissement dans la recherche agricole aux fins du développement;
 - la coopération Sud-Sud et triangulaire;
 - l'étude de dispositifs novateurs de financement, de réduction du risque et de rassemblement de financements du secteur privé;
 - mettre à profit les connaissances locales et veiller à ce que les innovations soient axées sur les parties prenantes et adaptées aux contextes, de façon à répondre aux besoins des plus vulnérables;
 - remédier au « chaînon manquant » afin que les innovations efficaces soient reproduites, notamment à plus grande échelle;
 - améliorer la résilience face aux changements climatiques et protéger la biodiversité;
 - améliorer la culture de l'innovation et les activités de renforcement des capacités;
 - investir dans les biens publics numériques et les infrastructures publiques numériques qui peuvent aider le FIDA à assurer plus efficacement des services tout en garantissant que les nouvelles technologies sont conçues pour les populations rurales et avec elles, sont accessibles, notamment sur le plan économique, et sont faciles à utiliser.

4. Les représentants ont accueilli favorablement le document de travail stratégique, paru sous la cote [EB 2024/141/R.11](#), notamment l'annexe présentant des exemples d'innovations appuyées par le FIDA. Les membres ont reconnu l'importance de l'innovation s'agissant d'accroître l'impact des activités. L'innovation devait être considérée comme un moyen pour parvenir à une fin, et non une fin en soi. Elle allait bien au-delà de la mise en place de nouvelles technologies et avait besoin de s'appuyer sur une culture de l'apprentissage. Elle prenait bien des formes et, souvent, même les petites innovations avaient un impact considérable.
5. Les représentants ont souligné l'importance des innovations qui concernaient les groupes cibles du FIDA et étaient adaptées aux contextes et aux besoins locaux et portées par des solutions locales. Les innovations devraient tirer parti des connaissances locales et être inclusives, participatives et accessibles à tous, notamment aux groupes sous-représentés comme les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes handicapées. La question du chaînon manquant restait problématique, car de nombreuses innovations aux débuts prometteurs ne parvenaient pas à recueillir l'appui et les investissements nécessaires pour être appliquées à grande échelle. Le FIDA avait un rôle à jouer s'agissant de mobiliser un appui, et ce en faisant appel au secteur privé, en

- établissant des dispositifs d'atténuation des risques et en faisant connaître les réussites sur la base de données fiables pour éviter que les investisseurs n'aient une perception erronée.
6. Le Conseil d'administration a félicité le Fonds de cultiver l'innovation et a encouragé la direction à continuer de promouvoir une culture de l'innovation dans l'organisation et parmi le personnel. Il était d'avis que le FIDA avait pour vocation de rassembler des connaissances et d'en permettre la production et pouvait créer et mettre à l'essai des innovations, les reproduire et les appliquer à tous les niveaux. Au niveau des pays, le programme de dons du FIDA était considéré comme essentiel s'agissant de faciliter la recherche-développement en matière d'agriculture et de tester des innovations qui pouvaient faire le lien entre productivité et génération de revenus.
 7. Les projets et programmes du FIDA étaient généralement de nature traditionnelle; toutefois, le Conseil d'administration a salué la mise en œuvre d'un certain nombre d'éléments novateurs, comme la technologie de la chaîne de blocs et la participation du secteur privé. Le FIDA pourrait se pencher plus avant sur des domaines comme: l'intelligence artificielle et la transition numérique, en gardant à l'esprit les risques éventuels sur les plans de la déontologie et de la protection de la vie privée; les solutions permettant de simplifier l'approbation des projets; les droits fonciers; l'amélioration du suivi-évaluation et des systèmes de gestion des connaissances, en vue de promouvoir l'innovation. La direction a indiqué que l'innovation faisait l'objet d'un suivi régulier dans le cadre de la procédure de vigilance, de façon à garantir que les mesures de protection et les exigences nécessaires soient en place. En outre, le FIDA était plus actif dans le domaine de l'intelligence artificielle depuis quelque temps déjà, dans le respect des exigences s'appliquant à l'ensemble du système des Nations Unies, et jouait un rôle moteur en tant que co-président de l'équipe spéciale du système chargée de mettre au point des normes et des exigences opérationnelles en ce qui concerne l'intelligence artificielle.
 8. Les représentants ont souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST), qui contribuait grandement à encourager l'innovation en permettant de recenser et de diffuser des connaissances et en facilitant la participation à l'élaboration des politiques en vue d'améliorer les capacités de production, l'accès aux marchés et la résilience des ruraux pauvres dans le monde entier. Cette importance était reconnue, comme le montrait le repositionnement de l'équipe chargée de la CSST parmi les opérations dans le cadre du réajustement en cours. De même, la création du Bureau de l'efficacité en matière de développement – qui rassemblait les fonctions d'assurance qualité, de suivi-évaluation, d'évaluation de l'impact, d'allocation des ressources, d'élaboration de politiques opérationnelles et d'innovation – permettrait d'établir un pôle central pour favoriser et encourager l'apprentissage et la diffusion des connaissances.
 9. La collaboration multipartite était indispensable pour que l'innovation prospère et réalise tout son potentiel. Le FIDA devrait continuer de renforcer les partenariats avec le secteur privé (du niveau mondial au niveau local), les établissements universitaires, les instituts de recherche, les autres institutions financières internationales, les banques de développement nationales et infranationales, les services chargés de l'innovation dans les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome et les organisations non gouvernementales. Les membres ont salué les exemples de partenariats novateurs, comme la coopération avec le laboratoire d'innovation de la Banque interaméricaine de développement et le plan d'action FIDA-Programme alimentaire mondial pour travailler ensemble dans les contextes fragiles. Aux niveaux mondial et régional, les membres ont accueilli avec satisfaction le Programme intégré sur les systèmes alimentaires financé par Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et devant être exécuté par le FIDA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui

permettrait d'innover à l'interface du lien entre alimentation et environnement, d'améliorer la résilience climatique et de protéger la biodiversité. Les représentants ont souligné que le Fonds pourrait jouer un rôle moteur pour ce qui est de favoriser l'harmonisation entre une multitude de partenaires et de mobiliser des donateurs, des bailleurs de fonds, des investisseurs, des gouvernements et des petits producteurs en vue de tirer le meilleur parti des synergies, de promouvoir l'apprentissage commun et de créer les conditions optimales pour produire, mettre à l'essai et appliquer à grande échelle des innovations parmi les communautés rurales.

10. Au sujet des instruments financiers que le FIDA devrait étudier pour accroître les investissements dans l'innovation, le Conseil d'administration a félicité le Fonds de mener des initiatives novatrices, comme le projet de financement mixte récemment approuvé, intitulé « Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique » (ARCAFIM), et l'initiative « Vision pour des cultures et des sols adaptés », et des initiatives plus établies, comme le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+). Les représentants ont encouragé la direction à continuer de solliciter des financements du secteur privé et de mettre à profit des sources novatrices de financement, y compris des fonds de garantie, des obligations vertes et ayant trait à la durabilité, des fonds de capital risque et des obligations thématiques. Le financement en monnaie locale et l'emprunt sur le marché pourraient également être envisagés, et le cofinancement avec des partenaires partageant les mêmes valeurs devrait être activement recherché.
11. Le Conseil d'administration aurait amplement l'occasion de poursuivre cette discussion lors du débat stratégique sur le financement du FIDA entre aujourd'hui et 2030, qui était prévu pour la session du Conseil de septembre prochain. La discussion porterait notamment sur l'appétence du FIDA pour le risque et supposerait d'échanger tout au long de l'année sur le cadre stratégique pour 2025-2031 et sur la stratégie de collaboration avec le secteur privé, qui seraient présentés au Conseil à la fin de cette année ou au début de la suivante.

Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles

a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA [I]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note de la déclaration de l'Association du personnel du FIDA, qui figure dans le document accessible [ici](#), et a salué les efforts faits par la direction pour améliorer le bien-être du personnel et promouvoir une culture organisationnelle saine, deux éléments particulièrement importants compte tenu de la réforme institutionnelle en cours.

12. La présidente de l'Association du personnel du FIDA a présenté une déclaration annuelle au Conseil d'administration. Les représentants se sont félicités de ce retour d'informations annuel de la part du personnel et du caractère constructif de la déclaration. La direction a également remercié l'Association du personnel pour sa déclaration et sa collaboration constante et constructive.
13. Les membres ont pris note des efforts faits par la direction pour promouvoir des mesures qui amélioreraient le bien-être du personnel et favorisaient une culture organisationnelle saine, car ces deux éléments étaient le fondement de l'efficacité du FIDA, et ont encouragé le Fonds à poursuivre ses efforts, en particulier dans le cadre du réajustement institutionnel et de l'évolution de l'organisation.
14. Au sujet des questions soulevées, la direction a fait remarquer que des mesures avaient été prises concernant la culture organisationnelle et que les efforts déployés pour résorber le taux de vacance avait eu des résultats positifs. Un certain nombre

d'autres mesures supplémentaires étaient déjà prises et continueraient d'être appliquées, notamment: la simplification des modalités contractuelles et une meilleure différenciation des contrats de consultant et des engagements de courte durée, ainsi que des droits connexes; des améliorations apportées aux futurs exercices de réaffectation et de mobilité; une plus grande disponibilité des conseillers du personnel; le recrutement d'un ou d'une déontologue supplémentaire. Compte tenu du départ de certaines cadres supérieures et des préoccupations exprimées par l'Association du personnel, la direction s'est de nouveau engagée à promouvoir une représentation équilibrée des genres parmi le personnel et a mis en avant les résultats positifs obtenus jusqu'à présent dans ce domaine.

15. En ce qui concerne le mécanisme de règlement des différends accessible au personnel, la direction a assuré le Conseil d'administration qu'elle était déterminée à créer un environnement positif où le dialogue avec le personnel était encouragé afin de régler rapidement tout problème éventuel. À ce titre, le Fonds pouvait compter sur la Commission paritaire de recours, un organe quasi judiciaire présidé par un ou une juriste indépendant(e), dont les décisions contraignantes étaient conformes au statut et à la jurisprudence du Tribunal d'appel des Nations Unies. La direction avait également annoncé récemment que le personnel aurait accès si besoin à des services de médiation indépendants.

Point 6 de l'ordre du jour – Questions financières

a) États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2023 [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.13](#) et, en application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, a approuvé par consensus et sans objection:
 - les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2023 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figurent dans les appendices A à K du document en question;
 - le rapport y relatif de l'auditeur externe;
 - la déclaration sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière de l'auditeur externe;
 - la présentation du document pour information au Conseil des gouverneurs à sa quarante-huitième session, en février 2025.

16. Les membres ont accueilli avec satisfaction l'opinion d'audit sans réserve de l'auditeur externe sur les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2023, ainsi que la déclaration de la direction sur le contrôle interne de l'information financière en décembre 2023.
17. Le président du Comité d'audit a rendu compte de l'examen mené par le Comité et a indiqué que les états financiers consolidés donnaient une image fidèle de la situation financière de l'organisation. Le Comité d'audit avait remarqué que les variables financières – qui restaient dans les limites établies – suivaient des tendances conformes à l'évolution du modèle d'activité du FIDA et montraient la stabilité financière et la résilience du Fonds face aux conditions économiques et financières difficiles à l'échelle mondiale. Il s'était concentré sur quelques variables qui devraient être suivies de près: le ratio de prêts improductifs, qui s'était légèrement dégradé; la provision pour pertes sur prêts, qui devait être suffisante pour permettre de faire face aux imprévus; les indicateurs relatifs à la dette,

comme le ratio d'endettement et les coûts du service de la dette; les soldes de trésorerie et de liquidités. Il avait conclu que les états financiers étaient informatifs et confirmaient dans une large mesure la stabilité de la situation financière du FIDA.

18. En réponse à une demande d'information, la direction a précisé que les procédures de contrôle interne de l'information financière appliquées par le Fonds étaient légèrement différentes de celles des autres organismes ayant leur siège à Rome. Cette différence s'expliquait par le fait que le FIDA appliquait les Normes internationales d'information financière (IFRS), selon l'usage des institutions financières internationales, et non les Normes comptables internationales du secteur public (Normes IPSAS). D'autres précisions ont été apportées au sujet de l'introduction de mesures d'atténuation concernant l'écart de durée entre les actifs et les éléments de passif, et concernant le suivi de la corrélation entre les approbations et le solde non décaissé, de façon à garantir la viabilité financière à long terme du Fonds.
19. La direction a également fait savoir qu'elle surveillait de près le risque de crédit et que l'augmentation des pertes sur prêt attendues tenait à la situation macroéconomique et à la dégradation de la note de crédit de certains pays. Le Conseil d'administration pourrait aborder plus avant ces tendances, difficultés et arbitrages lors du débat stratégique de la session de septembre, qui porterait sur le financement du FIDA à l'horizon 2030 et au-delà.

b) Rapport sur l'état des contributions à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) [E]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le rapport sur l'état des contributions à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), tel qu'il figure dans le document [EB 2024/141/R.14](#), et a pris note des informations actualisées communiquées. Au jour de la session, les contributions annoncées pour FIDA13 s'élevaient à 1,35 milliard d'USD et comprenaient des contributions de base, des contributions additionnelles de base pour le climat et l'élément de libéralité des prêts concessionnels de partenaires (PCP).

20. M. Tomás Duncan Jurado, Représentant permanent de la République du Panama auprès du FIDA, a remercié la direction d'avoir choisi le Panama pour accueillir le bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et a annoncé une contribution à FIDA13 de 300 000 USD, dont un tiers serait une contribution additionnelle de base pour le climat et le reste une contribution de base.
21. Dans une déclaration commune, l'Angola et la France, co-champions de FIDA13, ont félicité le FIDA de la réussite de la reconstitution et se sont dits convaincus que la cible ambitieuse de 2 milliards d'USD était atteignable, ce qui permettrait de concrétiser un programme de travail de 10 milliards d'USD au profit de plus de 100 millions de personnes (la version intégrale de la déclaration est disponible [ici](#), en anglais).
22. La direction a remercié les États membres du soutien qu'ils avaient prêté jusqu'à présent et a informé le Conseil d'administration que les échanges se poursuivaient avec plusieurs États membres au sujet de contributions de base, de contributions additionnelles de base pour le climat et de PCP supplémentaires. Elle a encouragé les États membres à terminer l'élaboration de leurs annonces et instruments de contribution et à les communiquer dès que possible, de sorte que FIDA13 se déroule dans les délais prévus. Si les cibles en matière de contributions de base, de contributions additionnelles de base pour le climat et de PCP n'étaient pas atteintes, la direction devrait ajuster d'autres variables pour garantir la viabilité financière du FIDA.

Point 7 de l'ordre du jour – Gouvernance [A]

a) Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration

Résultat des délibérations:

- Conformément aux dispositions de l'article 11.1 de son Règlement intérieur, le Conseil d'administration a approuvé la nomination des membres de ses organes subsidiaires comme indiqué dans le document [EB 2024/141/R.15](#) et l'[additif](#) à celui-ci, à savoir:
 - a) Comité d'audit:
 - Liste A: Allemagne (jusqu'au 30 juin 2025, puis la France à partir du 1^{er} juillet 2025 et jusqu'à la fin du mandat), États-Unis d'Amérique, Italie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
 - Liste B: Algérie et Venezuela (République bolivarienne du)
 - Liste C: Sous-Liste C1 – Angola, Sous-Liste C2 – Chine, Sous-Liste C3 – Brésil
 - b) Comité de l'évaluation:
 - Liste A: Finlande, France (jusqu'au 30 juin 2025, puis Allemagne à partir du 1^{er} juillet 2025 et jusqu'à la fin du mandat), Pays-Bas (Royaume des) et Suisse
 - Liste B: Indonésie et Nigéria
 - Liste C: Sous-Liste C1 – Égypte, Sous-Liste C2 – Inde, Sous-Liste C3 – Mexique
 - c) Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP):
 - Liste A: Autriche, Japon, Norvège et Suède
 - Liste B: Nigéria et Venezuela (République bolivarienne du)
 - Liste C: Sous-Liste C1 – Tanzanie (République-Unie de) (jusqu'au 30 juin 2025), Sous-Liste C2 – République de Corée, Sous-Liste C3 – en suspens.
- Il est dûment noté dans le présent procès-verbal que les États-Unis se dissocient de la nomination de la République bolivarienne du Venezuela au Comité d'audit et au Groupe de travail sur le SAFP, et que la République bolivarienne du Venezuela se dissocie de la nomination des États-Unis au Comité d'audit. Cela n'a pas empêché que soit atteinte la majorité requise pour approuver la nomination des membres aux organes subsidiaires concernés.
- Les membres de ces organes ont été nommés pour une période triennale qui prendra fin à la première session de 2027 du Conseil d'administration, à l'exception de la République-Unie de Tanzanie, qui occupera le siège de la Sous-Liste C1 au Groupe de travail sur le SAFP jusqu'au 30 juin 2025.

Point 8 de l'ordre du jour – Points opérationnels en vitrine [I]

a) Programmes d'options stratégiques et b) évaluation de la stratégie et du programme de pays

i) Amérique latine et Caraïbes

a. Colombie

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le programme d'options stratégiques (COSOP) pour la République de Colombie et les observations formulées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) au sujet dudit COSOP, ainsi que l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) pour la Colombie, qui figurent respectivement dans les documents [EB 2024/OR/3](#), [EB 2024/OR/3 Add.1](#) et [EB 2024/OR/4](#).
- Les membres étaient conscients des difficultés rencontrées par les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure pour éliminer les poches d'inégalité, de pauvreté et de fragilité extrêmes, et ont reconnu le rôle important que le FIDA pouvait jouer à cet égard.
- L'importance de la CSST, de la gestion et de l'échange des connaissances, de la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité et de l'appui aux efforts faits par le Gouvernement en matière d'accès à la terre a été soulignée.

23. Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction le COSOP 2024-2027 pour la République de Colombie et pris note du fait que les recommandations d'IOE et les enseignements tirés des précédents COSOP avaient été intégrés. Les membres ont salué l'engagement fort du Gouvernement et du FIDA et la collaboration fructueuse et inclusive avec les parties concernées, qui ont abouti à l'élaboration du nouveau COSOP. Dans une déclaration faite au nom du Gouvernement, M^{me} Elizabeth Taylor Jay, Vice-Ministre des affaires multilatérales au Ministère des affaires étrangères, a remercié le FIDA de son appui et de sa collaboration productive avec le Gouvernement, et a souligné que le COSOP était aligné sur les politiques nationales de développement, comme la réforme rurale intégrée, et sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Le Conseil était convaincu de l'importance capitale de l'objectif du COSOP tendant à renforcer la capacité productive d'acteurs sociaux et institutionnels dans les domaines de la production durable, de l'accès aux marchés, de la sécurité alimentaire et de l'utilisation et de la gestion durables des ressources naturelles, en mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables.
24. Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la Colombie, comme d'autres pays de cette catégorie, était confrontée à des poches d'inégalité, de pauvreté et de fragilité extrêmes. Le Conseil d'administration a reconnu que le FIDA pourrait jouer un rôle fondamental face à ces difficultés. Il a été apprécié que l'action du COSOP en ce sens soit limitée à un certain nombre de régions, ainsi que le programme mette l'accent sur les groupes ruraux les plus exclus, notamment les peuples autochtones, les communautés afrodescendantes, les femmes et les jeunes. Les programmes mis en œuvre par le Fonds en Colombie avaient ciblé des communautés vivant dans des zones auparavant touchées par le conflit, ce qui faisait que les personnes handicapées étaient l'un des principaux groupes cibles des activités du FIDA.
25. Les représentants ont souligné l'importance de la gestion des connaissances et de la communication en vue de promouvoir un partage efficace des savoirs et de

l'innovation, en particulier dans le contexte de la CSST. L'importance d'indicateurs et de données de référence fiables aux fins de l'évaluation de l'impact du COSOP a également été soulignée. Les membres ont reçu la confirmation que le FIDA coopérait étroitement avec le Gouvernement dans ce domaine. En outre, le lancement d'un projet novateur d'échange de données d'expérience en matière de consolidation de la paix était en cours de planification en partenariat avec l'Agence présidentielle de coopération internationale, ce qui contribuerait de façon concrète à la CSST et à la gestion des connaissances.

26. En réponse aux questions, la direction a précisé que la biodiversité et l'accès à la terre avaient été intégrés au nouveau COSOP et aux activités à venir. Le FIDA avait pour objectif de promouvoir les économies rurales grâce à la gestion durable des ressources naturelles, en particulier des ressources agricoles favorisant la biodiversité, et tirerait pleinement parti de la seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 16), qui se tiendrait à Cali en Colombie en octobre de cette année, pour généraliser cette approche. Étant donné que l'accès aux terres et la répartition de celles-ci étaient entièrement financés par le Gouvernement, le FIDA aurait pour mission d'appuyer les programmes relatifs aux filières et d'encourager la participation des populations rurales et du secteur privé pour garantir la durabilité et la création d'emplois ruraux décents, en particulier en faveur des groupes les plus vulnérables.
27. Pour ce qui est des partenariats, le Conseil d'administration a été informé qu'une collaboration étroite était déjà en train d'être nouée avec de multiples acteurs, notamment des organisations internationales de développement, des organismes bilatéraux de coopération au service du développement et des banques publiques de développement, et que de nouvelles possibilités de coopération avec ces acteurs et d'autres donateurs étaient à l'étude.

Point 9 de l'ordre du jour – Questions diverses [I]

a) Informations actualisées sur les engagements, le programme de prêts et dons et autres ressources pour 2024

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note des informations actualisées présentées à l'oral au sujet des engagements, du programme de prêts et dons et des autres ressources pour 2024 et a salué le fait que la direction soit attachée à communiquer des informations actualisées en temps voulu et de façon transparente.
- Un additif au document sur les ressources disponibles pour engagement, qui tenait compte des chiffres révisés du programme de prêts et dons pour 2024, serait présenté au Comité d'audit aux fins d'un examen en ligne, puis au Conseil pour approbation au moyen d'un vote par correspondance.

28. Les membres se sont félicités des dernières informations sur l'état d'avancement de FIDA12 et le réajustement de la programmation des projets entre 2023 et 2024, qui comprenait la révision du montant du programme de prêts et dons pour 2024 (1,998 milliard d'USD). Cette révision serait officiellement présentée dans un additif au document sur les ressources disponibles pour engagement ([EB 2023/140/R.10](#)), qui serait présenté au Comité d'audit aux fins d'un examen en ligne, puis au Conseil pour approbation au moyen d'un vote par correspondance.
29. Le Conseil d'administration a été informé que le niveau d'exécution du programme en 2023 avait été inférieur aux prévisions principalement en raison de retards pris dans les procédures d'approbation des gouvernements, souvent du fait de la

récession économique mondiale, d'élections et de l'instabilité politique. D'autres facteurs expliquant ce niveau étaient les modifications apportées aux effectifs d'organismes publics clés et des préoccupations relatives aux conditions de prêt. La direction avait mis en place un certain nombre de mesures d'urgence qui visaient à atténuer les risques menaçant le bon déroulement de FIDA12 en 2024 et consistaient à: renforcer le suivi de l'exécution des activités; garantir la continuité des opérations du personnel prenant part au programme de réaffectation et devant soumettre des documents importants pour approbation en 2024; faire avancer certaines propositions devant être approuvées en avril 2025 afin qu'elles soient prêtes pour décembre 2024 si besoin; accroître l'efficacité de la procédure d'approbation des projets. En mai 2024, la direction examinerait les propositions qui présentaient toujours un risque élevé et envisagerait de réaffecter les ressources concernées à d'autres pays.

30. Dans une déclaration commune, les membres de la Liste A ont remercié la direction des informations actualisées communiquées et ont insisté sur l'importance de contrôler l'adéquation des opérations de financement du FIDA et de mieux estimer les facteurs inattendus qui pourraient avoir une incidence sur la mise en œuvre. Ils ont également demandé que les engagements et les flux de trésorerie, y compris les liquidités et les emprunts du FIDA, soient plus cohérents entre eux, et étaient favorables à ce que des propositions devant être approuvées au début de 2025 soient avancées afin que le niveau cible d'exécution des opérations de FIDA12 soit atteint. Les membres ont félicité la direction de s'attacher à communiquer en temps voulu des informations actualisées sur le déroulement de FIDA12 dans un souci de transparence et de faciliter le rôle de supervision du Conseil d'administration.
31. En réponse aux demandes d'informations supplémentaires, la direction a donné des renseignements détaillés sur les mécanismes d'allocation des ressources relatifs aux cycles de reconstitution et a souligné qu'il n'existait pas de procédure contraignante pour éviter les modifications de dernière minute apportées par les gouvernements. En ce qui concerne le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées, elle a pris note du fait que la demande de ressources avait été supérieure à l'offre et que, d'après les premiers enseignements tirés de l'expérience, il fallait collaborer plus activement avec les gouvernements et des informations plus claires sur le Mécanisme et ses conditions de prêt devaient être communiquées.

Clôture de la session

32. Le président a remercié le Conseil d'administration pour cette session fructueuse.
33. Le discours de clôture du président du Conseil d'administration est intégralement disponible sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2024/141/INF.3](#).

Points approuvés en bloc lors de la cent quarante et unième session du Conseil d'administration

a) Questions opérationnelles

i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

ii) Inde – Projet d'amélioration de la compétitivité dans l'agriculture et secteurs connexes au Jammu-et-Cachemire (J&KCIP)

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.3](#) et approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de cent millions de dollars des États-Unis (100 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

iii) Népal – Programme de résilience et d'agriculture à haute valeur (R-HVAP)

Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2024/141/R.4, son additif et l'accord de financement négocié (document révisé [EB 2024/141/R.4/Rev.1](#)), et approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera au Gouvernement népalais un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de cinquante-trois millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (53 400 000 DTS, soit 70 935 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

iv) Philippines – Projet d'innovation dans les filières au service d'une transformation durable des communautés bénéficiaire de la réforme agraire (VISTA)

Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2024/141/R.5 et son additif (document révisé [EB 2024/141/R.5/Rev.1](#)) et approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République des Philippines, au titre du Système d'allocation fondé sur la performance, un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt-trois millions cent vingt mille euros (23 120 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République des Philippines, au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées, un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de cinquante-cinq millions cinq cent mille euros (55 500 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

Cette approbation était subordonnée à la bonne fin des négociations avec l'emprunteur. L'accord de financement figurait dans le document révisé publié sur la plateforme interactive réservée aux États membres.

ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen**a. Rapport du Président sur un don du Fonds pour l'environnement mondial au secteur privé – BNP Paribas**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.6](#) et approuvé la proposition de don financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au profit de BNP Paribas, dans le cadre duquel le FIDA agira en qualité d'organisme d'exécution, en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme Challenge relatif à l'innovation pour l'adaptation, accordera à BNP Paribas, en utilisant les ressources du Fonds pour l'environnement mondial, un don de huit cent vingt et un mille neuf cent dix-huit dollars des États-Unis (821 918 USD)¹, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport. »

b. Rapport du Président sur un don du Fonds pour l'environnement mondial au secteur privé – Fondation Grameen Crédit Agricole

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.7](#) et approuvé la proposition de don financé par le FEM au profit de la Fondation Grameen Crédit Agricole, dans le cadre duquel le FIDA agira en qualité d'organisme d'exécution, en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet relatif aux indicateurs et au cadre pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de la conservation de la biodiversité au profit des petits exploitants et des communautés rurales: mobilisation de fonds privés et publics, accordera à la Fondation Grameen Crédit Agricole un don de quatre cent un mille huit cent vingt-cinq dollars des États-Unis (401 825 USD)², en utilisant les ressources du Fonds pour l'environnement mondial. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport. »

b) Questions financières**i. Modification de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.8](#) et confirmé le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2024, tel qu'il figure dans ce document.

c) Questions diverses**i. Mémoire d'accord entre le European Institute of Innovation for Sustainability et le FIDA**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.9](#) et, conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, autorisé le Président du FIDA à conclure et à signer le mémorandum d'accord entre le FIDA et le European Institute of Innovation for Sustainability, selon les modalités

¹ Le don à BNP Paribas (d'un montant total de 821 918 USD) est financé par deux fonds gérés par le FEM: le Fonds pour les pays les moins avancés, à hauteur de 328 767 USD, et le Fonds spécial pour les changements climatiques, à hauteur de 493 151 USD.

² Le don à la Fondation Grameen Crédit Agricole est financé par le Fonds pour les pays les moins avancés, qui est géré par le FEM.

qui y sont décrites. Le mémorandum d'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une prochaine session.

ii. Mémorandum d'accord entre le Committee on Sustainability Assessment, l'International Security and Development Center, le Gouvernement soudanais et le FIDA

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.10](#) et, conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, autorisé le Président du FIDA à conclure et à signer le mémorandum d'accord entre le FIDA, le Committee on Sustainability Assessment, l'International Security and Development Center et le Ministère fédéral de l'agriculture et des forêts, selon les modalités qui y sont décrites. Le mémorandum d'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une prochaine session.

iii. Mémorandum d'accord entre la Development Bank of Southern Africa et le FIDA

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.26](#) et, conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, autorisé le Président du FIDA à conclure et à signer le mémorandum d'accord entre le FIDA et la Development Bank of Southern Africa, selon les modalités qui y sont décrites. Le mémorandum d'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une prochaine session.

iv. Mémorandum d'accord entre AKADEMIYA2063 et le FIDA

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2024/141/R.27](#) et, conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, autorisé le Président du FIDA à conclure et à signer le mémorandum d'accord entre le FIDA et AKADEMIYA2063, selon les modalités qui y sont décrites. Le mémorandum d'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une prochaine session.

Liste des documents soumis avant la cent quarante et unième session du Conseil d'administration

<i>Cote du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
Points pour examen en séance		
EB 2024/141/R.1/Rev.2 + Add.1/Rev.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2024/141/R.3	3 a) i. a. ii)	Inde : Projet d'amélioration de la compétitivité dans l'agriculture et secteurs connexes au Jammu-et-Cachemire (J&KCIP)
EB 2024/141/R.4 + Add.1 + Sup.1 ³	3 a) i. a. iii)	Népal : Programme de résilience et d'agriculture à haute valeur (R-HVAP)
EB 2024/141/R.5 + Add.1	3 a) i. a. iv)	Philippines : Projet d'innovation dans les filières au service d'une transformation durable des communautés bénéficiant de la réforme agraire (VISTA)
EB 2024/141/R.6	3 a) ii. a.	Rapport du Président sur un don du Fonds pour l'environnement mondial au secteur privé — BNP Paribas
EB 2024/141/R.7	3 a) ii. b.	Rapport du Président sur un don du Fonds pour l'environnement mondial au secteur privé — Fondation Grameen Crédit Agricole
EB 2024/141/R.8	3 b) i.	Modification de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA
EB 2024/141/R.9	3 c) i.	Mémorandum d'accord entre le European Institute of Innovation for Sustainability et le FIDA
EB 2024/141/R.10	3 c) ii.	Mémorandum d'accord entre le Committee on Sustainability Assessment, l'International Security and Development Center, le Ministère fédéral de l'agriculture et des forêts de la République du Soudan et le FIDA
EB 2024/141/R.26	3 c) iii.	Mémorandum d'accord entre la Development Bank of Southern Africa et le FIDA
EB 2024/141/R.27	3 c) iv.	Mémorandum d'accord entre AKADEMIYA2063 et le FIDA
EB 2024/141/R.11	4	Débat stratégique avec le Président du FIDA — Innover pour maximiser l'impact sur le développement: l'innovation au service de l'efficacité d'action
	5 a)	Déclaration de l'Association du personnel du FIDA
EB 2024/141/R.13	6 a)	États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2023
EB 2024/141/R.14	6 b)	Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2024/141/R.15 + Add.1	7 a)	Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration
EB 2024/OR/3 + Add.1	8 a)	Colombie : Programme d'options stratégiques pour le pays (2024-2027)
EB 2024/OR/4	8 b)	Colombie : Évaluation de la stratégie et du programme de pays
Notes d'information		
D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres au lien suivant .		

³ Document disponible en anglais seulement.



Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

قائمة الوفود في الدورة الحادية والأربعين
بعد المائة للمجلس التنفيذي

**Delegations at the 141st session of
the Executive Board**

**Délégations à la cent quarante et
unième session du Conseil
d'administration**

**Delegaciones en el 141.^{er} período
de sesiones de la Junta Ejecutiva**

Executive Board – 141st Session
Rome, 24 April 2024

MEMBERS / ALTERNATES**ALGERIA**

Ali TERRAK
Chef de l'Inspection Générale
des finances
Ministère des finances de
la République algérienne
démocratique et populaire
Alger

Lamia BEN REDOUANE
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la République algérienne
démocratique et populaire auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies à Rome
Rome

ANGOLA

Maria de Fátima MONTEIRO JARDIM
Ambassadeur
Représentante permanente de
la République d'Angola
auprès du FIDA
Rome

Gerson Mateus DOS SANTOS FRANCISCO
Troisième Secrétaire
Ambassade de la République
d'Angola
Rome

Carla BARATA
Conseillère
Ambassade de la République
d'Angola
Rome

ARGENTINA

Carlos Bernardo CHERNIAK
Embajador
Representante Permanente
de la República Argentina ante
la FAO, el FIDA y el PMA
Roma

Carolina HERNÁNDEZ
Tercera Secretaria
Representante Permanente Alterno
de la República Argentina ante
la FAO, el FIDA y el PMA
Roma

AUSTRIA

Veronika BAUMGARTNER-PUTZ
Senior Advisor
International Financial Institutions
Federal Ministry of Finance
of the Republic of Austria
Vienna

BELGIUM

Lieven DE LA MARCHE
Ambassadeur
Représentant permanent du
Royaume de Belgique auprès du FIDA
Rome

Virginie KNECHT
Attachée
Représentation permanente de la Belgique
auprès des organisations
spécialisées des Nations Unies à Rome
Rome

BRAZIL

Raquel Porto RIBEIRO MENDES
General Coordinator
for Sustainable Development Finance
of the Secretariat for International Affairs
Ministry of Finance of the
Federative Republic of Brazil

Brasilia

Arnaldo DE BAENA FERNANDES
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Federative Republic of Brazil
to IFAD
Rome

Paulo José Chiarelli Vicente DE AZEVEDO
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of Brazil to FAO, WFP and IFAD
Permanent Delegation of Brazil to the
Food and Agriculture Organization of
the United Nations and Related
International Organizations
Rome

Rebeca MIRANDA
Official
Ministry of Economy
of the Federative
Republic of Brazil
Brasilia

CAMEROON

Médi MOUNGUI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République du Cameroun auprès
du FIDA
Rome

CANADA

Nalan YUKSEL
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Canada to the Food and
Agriculture Agencies
of the United Nations in Rome
Rome

Alexandra RICARD-GUAY
Senior Program Officer
Permanent Mission of Canada
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

François CLOUTIER
Analyst, Global Institutions
Agriculture and Food Systems Division
Global Affairs Canada
Ottawa

Ludovica MUNCIBI
Intern
Permanent Mission of Canada
to the Food and Agriculture Agencies
of the United Nations
Rome

CHINA

MEI Hongyong
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

ZENG Shiyang
Second Secretary
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

ZENG Xin
Attaché
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

DENMARK

Lisbeth JESPERSEN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of Denmark
to IFAD
Rome

Charlotte Raae PEDERSEN
Senior Political and Economic Adviser
The Royal Danish Embassy
Rome

Veronika Bjørnum DILLON
Intern
The Royal Danish Embassy
Rome

EGYPT

Mina RIZK
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt to
the Rome-based United Nations
Agencies
Rome

FINLAND

Tanja GRÉN
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
in Rome
Rome

Heli HÄMÄLÄINEN
Adviser
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

FRANCE

Sylvain FOURNEL
Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la France auprès des Nations unies
à Rome
Rome

Mathilde LIMBERGERE
Adjointe à la cheffe du bureau
Financement multilatéral du développement
et du climat (MULTIFIN 3) à la
Direction générale du Trésor
Paris

Anaïs DEFFRENNES
Chargée de mission politique (FIDA, genre,
francophonie, communication)
Représentation permanente de la
France auprès des Nations unies
à Rome
Rome

GERMANY

Ronald MEYER
Counsellor
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany to the
International Organizations in Rome
Rome

Jonas ELOO
Intern
Embassy of the Federal
Republic of Germany
Rome

Moritz VOGT-HOHENLINDE
Legal Trainee
Permanent Representation of the
Federal Republic of Germany
Rome

INDIA

Prasanna V. SALIAN
Director (OMI)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance of
the Republic of India
New Delhi

Jujjavarapu BALAJI
Minister (Agriculture)
Alternate Permanent Representative
of the Republic of India
to FAO, IFAD and WFP
Rome

INDONESIA

Prihasto SETYANTO
Acting Secretary-General
Ministry of Agriculture of
the Republic of Indonesia
Jakarta

Ade CANDRADIJAYA
Head
Foreign Affairs Bureau
Ministry for Agriculture
Jakarta

Gadis RANTY
Deputy Director for Agriculture and
Commodity Development
Ministry of Foreign Affairs
of the Republic of Indonesia
Jakarta

Delima MAULIDYA
Third Secretary
Directorate for Trade, Industrial,
Commodity, and Intellectual Property
Ministry of Foreign Affairs
of the Republic of Indonesia

Jakarta

Safira AMORITA
Diplomat
Directorate of Trade, Industry,
Commodities, and Intellectual Property
Ministry of Foreign Affairs
of the Republic of Indonesia
Jakarta

Erma RHEINDRAYANI
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Purna Cita NUGRAHA
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Frida Caturima DAROJATI
Staff
Directorate Multilateral Funding
Ministry for National
Development Planning of the
Republic of Indonesia (BAPPENAS)
Jakarta

Rini INDIYATI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Muhammad Fadhil DWIJATMIKO
Official
Ministry of National Development
Planning/Bappenas
Jakarta

ITALY

Gian Paolo RUGGIERO
Director
International Financial Relations
Ministry of Economy and Finance
of the Italian Republic
Rome

Alessandra MOSCHITTA
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Italian Republic to IFAD
Rome

Giacomo COSMI
Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Italian Republic to IFAD
Rome

Francesca LOMBARDO
Officer
Multilateral Development Banks and Funds
Ministry of Economy and Finance
of the Italian Republic
Rome

JAPAN

SHINDO Mitsuaki
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

SHIBUYA Yutaka
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of Japan to the United Nations Food
and Agriculture Agencies in Rome
Rome

TODA Mayu
Official
Global Issues Cooperation Division
International Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs
of Japan

Tokyo

KUWAIT

Khaled ALKHALED
Deputy Director of Operations
for International Organizations
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

MEXICO

Miguel Jorge GARCÍA WINDER
Embajador
Representante Permanente
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Sandra Paola RAMÍREZ VALENZUELA
Primera Secretaria
Asuntos Multilaterales (FIDA)
Representante Permanente Alterna
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

NETHERLANDS (KINGDOM OF THE)

Marcellinus Joannes Maria BEUKEBOOM
Ambassador
Permanent Representative of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture in Rome
Rome

Jan BADE
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture in Rome
Rome

Bart SCHERMERS
Desk Officer IFAD
Multilateral Institutions and Human Rights
Department International Financial
Institutions Division
Ministry of Foreign Affairs
The Hague

Pieter VAN DALEN
Intern
Permanent Representation of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Yaya O. OLANIRAN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

NORWAY

Ingrid HORDVEI DANA
Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Even STORMOEN
Senior Advisor
Section for Food Security, Health and
Education
Royal Norwegian Ministry
of Foreign Affairs
Oslo

Iside TACCHINARDI
Advisor
Permanent Mission of Norway to the
UN Organisations in Rome
Royal Norwegian Embassy
Rome

Søgni MOGSTAD
Intern
Permanent Mission of Norway to the
United Nations Organisations
in Rome
Rome

PAKISTAN

Khalid MEHBOOB
Adviser
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

PERU

Gustavo MOSTAJO OCOLA
Agregado
Representante Permanente Alterno
de la República del Perú ante los
Organismos Internacionales con
sede en Roma
Roma

REPUBLIC OF KOREA

KIM Hyungsik
First Secretary (Agricultural Attaché)
Alternate Permanent Representative of the
Republic of Korea to the United Nations
Food and Agriculture Agencies in Rome
Rome

SAUDI ARABIA

Mohammed Ahmed M. ALGHAMDI
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of the
Kingdom of Saudi Arabia to FAO
Rome

Salah bin AbdelRazaq AL KHODER
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Kingdom of Saudi Arabia
to FAO
Rome

SPAIN

Moisés MORERA MARTÍN
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno
de España ante los Organismos
de las Naciones Unidas en Roma
Roma

Alba Rodríguez VALBUENA
Colaboradora
Embajada de España

SWITZERLAND

Krisztina BENDE
Ambassadeur
Représentante permanente
de la Confédération suisse auprès
de la FAO
Rome

Marlene HEEB
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la Confédération suisse auprès
de la FAO, du FIDA et du PAM
Mission permanente de la
Suisse auprès des Organisation
des Nations Unies à Rome
Rome

Patrik OLSSON
Chef adjoint
Section thématique systèmes
alimentaires
Direction du développement et
de la coopération (DDC)
Berne

UNITED ARAB EMIRATES

Yousuf Mohammed BINHAJAR
Deputy Director
International Financial Relations
Department
Ministry of Finance of the
United Arab Emirates
Abu Dhabi

UNITED KINGDOM

Elizabeth NASSKAU
First Secretary
Deputy Permanent Representative of
the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies in Rome
Rome

Fiona PRYCE
Office and Programme Manager
United Kingdom Permanent Representation
to the UN Agencies in Rome
Rome

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Jacqueline Boniface MBUYA
Minister Plenipotentiary
Agriculture Attaché and Alternate
Permanent Representative
of the United Republic of Tanzania to the
UN Rome-based Agencies
Rome

UNITED STATES

Christopher CLEM
International Economist
Office of International Development Policy
U.S. Department of the Treasury
Washington, D.C.

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Luis Geronimo REYES VERDE
Chargé d'Affaires a.i.
Representante Permanente Alterno
de la República Bolivariana de Venezuela
para las Agencias de las Naciones Unidas
para la Alimentación y la Agricultura
con sede en Roma
Roma



Conseil d'administration
Cent quarante et unième session
Rome, 24 avril 2024

Ordre du jour

Cote du document: EB 2024/141/R.1/Rev.3

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 24 avril 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have
Secrétaire du FIDA
Bureau de la Secrétaire
courriel: c.tenhave@ifad.org

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et relations avec les
États membres
Bureau de la Secrétaire
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à igmr@ifad.org.

Ordre du jour de la cent quarante et unième session du Conseil d'administration

Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration

1. La cent quarante et unième session du Conseil d'administration se tiendra le mercredi 24 avril au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. Les réunions auront lieu de 9 h 30 à 18 heures chaque jour, avec une pause déjeuner de 13 heures à 14 h 30. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats dans la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.
2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:
 - I. points pour examen en séance;
 - II. points mis en ligne pour information.
3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information; **[C]** = pour confirmation.

Points pour examen en séance (section I)
4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, la présidente ou le président demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (igmr@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Points mis en ligne pour information (section II)
5. Les documents soumis pour information ne pourront être examinés en séance que si la direction l'estime nécessaire ou si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (igmr@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Calendrier des travaux de la session
6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un calendrier des travaux sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.
7. Ce calendrier des travaux ne comprendra que les points à examiner en séance.

Ordre du jour

Points pour examen en séance

1. **Ouverture de la session**
2. **Adoption de l'ordre du jour** (EB 2024/141/R.1/Rev.2) **[A]**
3. **Points soumis à la procédure d'approbation en bloc**

a) Questions opérationnelles [A]

- iii. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration
 - a. Asie et Pacifique
 - ii) **Inde** – Projet d'amélioration de la compétitivité dans l'agriculture et secteurs connexes au Jammu-et-Cachemire (J&KCIP) (EB 2024/141/R.3)
 - i) **Népal** – Programme de résilience et d'agriculture à haute valeur (R-HVAP) (EB 2024/141/R.4 + Add.1 + Sup.1)
 - ii) **Philippines** – Projet d'innovation dans les filières au service d'une transformation durable des communautés bénéficiant de la réforme agraire (VISTA) (EB 2024/141/R.5 + Add.1)
- iv. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a. Rapport du Président sur un don du Fonds pour l'environnement mondial au secteur privé – BNP Paribas (EB 2024/141/R.6)
 - b. Rapport du Président sur un don du Fonds pour l'environnement mondial au secteur privé – Fondation Grameen Crédit Agricole (EB 2024/141/R.7)

b) Questions financières [C]

- i. Modification de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA (EB 2024/141/R.8)

c) Questions diverses [A]

- i. Mémorandum d'accord entre le European Institute of Innovation for Sustainability et le FIDA (EB 2024/141/R.9)
- ii. Mémorandum d'accord entre le Committee on Sustainability Assessment, l'International Security and Development Center, le Gouvernement soudanais et le FIDA (EB 2024/141/R.10)
- iii. Mémorandum d'accord entre la Development Bank of Southern Africa et le FIDA (EB 2024/141/R.26)
- iv. Mémorandum d'accord entre AKADEMIYA2063 et le FIDA (EB 2024/141/R.27)

4. **Débat stratégique avec le Président du FIDA – Innover pour maximiser l'impact sur le développement: l'innovation au service de l'efficacité d'action** (EB 2024/141/R.11) **[E]**

5. Questions institutionnelles

- a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA **[I]**

6. Questions financières

- a) États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2023 (EB 2024/141/R.13) **[A]**
- b) Rapport sur l'état des contributions à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) (EB 2024/141/R.14) **[E]**

7. Gouvernance [A]

- a) Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration (EB 2024/141/R.15 + Add.1)

8. Points opérationnels en vitrine [I]

- a) Programmes d'options stratégiques et b) évaluation de la stratégie et du programme de pays
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. Colombie (EB 2024/OR/3 + Add.1+ EB 2024/OR/4)

10. Questions diverses [I]

- a) Informations actualisées sur les engagements, le programme de prêts et dons et autres ressources pour 2024

Points présentés pour information

11. Rapports des organes subsidiaires

- a) Compte rendu de la quatrième session de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2024/141/R.16)
- b) Procès-verbal de la cent vingt-quatrième session du Comité de l'évaluation (EB 2024/141/R.17)
- c) Procès-verbal de la cent soixante-douzième réunion du Comité d'audit (EB 2024/141/R.18)

12. Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2024/141/R.19)

13. Rapport sur la visite de pays 2023 du Conseil d'administration du FIDA en République de l'Ouganda (EB 2024/141/R.20)

14. Rapport annuel sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance pour 2023 (EB 2024/141/R.21)

15. Rapport annuel sur les activités du Bureau de la déontologie du FIDA en 2023 (EB 2024/141/R.22)

16. Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2023 (EB 2024/141/R.23)

17. Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2023 (EB 2024/141/R.24)

18. Avant-projet d'ordres du jour provisoires de la cent quarante-deuxième et la cent quarante-troisième session du Conseil d'administration (EB 2024/141/R.25)

Notes d'information

D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

Ordre du jour annoté

Annotations

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour [A]
3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc

Comme suite à l'approbation par le Conseil d'administration, à sa cent trente-huitième session, de la proposition tendant à ce que certains documents lui soient présentés en bloc, les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure:

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

- a. Asie et Pacifique

- ii. **Inde** – Projet d'amélioration de la compétitivité dans l'agriculture et secteurs connexes au Jammu-et-Cachemire (J&KCIP)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 7 ans

Coût total du projet: 217,36 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA: 100,00 millions d'USD

Cofinanceurs:

Gouvernement du Jammu-et-Cachemire: 26,42 millions d'USD

Bénéficiaires: 45,75 millions d'USD

Convergence: 3,44 millions d'USD

Secteur privé: 20,71 millions d'USD

Banques: 20,84 millions d'USD

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

- iii. **Népal** – Programme de résilience et d'agriculture à haute valeur (R-HVAP)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du programme: 8 ans

Coût total du programme: 120,97 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA: 53,400 millions de DTS (70,935 millions d'USD)

Cofinanceurs:

État: 26,61 millions d'USD

Bénéficiaires: 23,43 millions d'USD

Pays admis à bénéficier d'une aide à des conditions particulièrement favorables et classé dans la catégorie des pays présentant un léger risque de surendettement.

- iv. **Philippines** – Projet d'innovation dans les filières au service d'une transformation durable des communautés bénéficiant de la réforme agraire (VISTA)

Institution initiatrice: Ministère de la réforme agraire

Durée du projet: 6 ans
 Coût total du projet: 104,35 millions d'EUR
 Montant du prêt du FIDA: 78,62 millions d'EUR
 Cofinanceurs:

État: 22,36 millions d'EUR

Bénéficiaires: 3,37 millions d'EUR

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

- ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen

a. **Rapport du Président sur un don du Fonds pour l'environnement mondial au secteur privé – BNP Paribas**

Le document présentera une proposition de don financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et devant appuyer l'exécution d'un projet d'adaptation aux changements climatiques confié à BNP Paribas.

b. **Rapport du Président sur un don du Fonds pour l'environnement mondial au secteur privé – Fondation Grameen Crédit Agricole**

Le document présentera une proposition de don financé par le FEM et devant appuyer l'exécution d'un projet d'adaptation aux changements climatiques confié à la Fondation Grameen Crédit Agricole.

b) Questions financières [C]

i. **Modification de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA**

La révision en cours de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA (AUO) vise à intégrer les modifications apportées aux éléments obligatoires du cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'audit interne, promulgué par l'Institut des auditeurs internes, et l'ajout de limitations relatives au mandat dans le cadre de la nomination du Directeur ou de la Directrice d'AOU.

c) Questions diverses [A]

i. **Mémorandum d'accord entre le European Institute of Innovation for Sustainability et le FIDA**

Le document présente une demande visant à autoriser le Président à négocier et à conclure un mémorandum d'accord entre le European Institute of Innovation for Sustainability et le FIDA.

ii. **Mémorandum d'accord entre le Committee on Sustainability Assessment, l'International Security and Development Center, le Gouvernement soudanais et le FIDA**

Le document présente une demande visant à autoriser le Président à négocier et à conclure un mémorandum d'accord entre le Committee on Sustainability Assessment, l'International Security and Development Center, le Gouvernement soudanais et le FIDA.

iii. **Mémorandum d'accord entre la Development Bank of Southern Africa et le FIDA**

Le document présente une demande visant à autoriser le Président à négocier et à conclure un mémorandum d'accord entre la Development Bank of Southern Africa et le FIDA

iv. Mémorandum d'accord entre AKADEMIYA2063 et le FIDA

Le document présente une demande visant à autoriser le Président à négocier et à conclure un Mémorandum d'accord entre AKADEMIYA2063 et le FIDA.

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – Innover pour maximiser l'impact sur le développement: l'innovation au service de l'efficacité d'action [E]

Le débat insistera sur l'innovation comme moteur d'impact et facteur d'efficacité du développement au FIDA. Le document invite les États membres à dialoguer sur l'importance de l'investissement dans l'innovation et sur la création d'un environnement propice dans les zones rurales, au profit des moyens d'existence, de la compétitivité, du désenclavement et de la résilience de ces zones.

5. Questions institutionnelles**a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA [I]**

Comme convenu à la cent trente-quatrième session du Conseil d'administration, le Comité exécutif de l'Association du personnel du FIDA présentera au Conseil d'administration une déclaration sur les questions intéressant le personnel.

6. Questions financières**a) États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2023 [A]**

Au titre de l'article XII du Règlement financier du FIDA, les états financiers audités sont examinés pour approbation par le Conseil d'administration à sa première session de l'année. En conséquence, les états financiers du FIDA pour 2023, le rapport du commissaire aux comptes et l'attestation indépendante du commissaire aux comptes sur le contrôle interne de l'information financière, accompagnés d'une déclaration de la direction, seront présentés au Conseil d'administration pour examen et approbation, puis seront soumis à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs pour information. En application de la section 11 de l'article 6 de l'Accord portant création du FIDA, les états financiers seront inclus dans le Rapport annuel 2023 du FIDA. Une note d'information sera également incluse pour présenter un examen de haut niveau des états financiers 2023 du FIDA et mettra en relief plusieurs points importants sélectionnés par la direction du Fonds.

b) Rapport sur l'état des contributions à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) [E]

Un point sur les annonces de contribution, les paiements et les instruments de contribution reçus des États membres au titre de FIDA13 durant et après la session du Conseil des gouverneurs tenue en février 2024 ainsi que des informations concernant la prise d'effet de la reconstitution seront présentés au Conseil d'administration.

7. Gouvernance [A]**a) Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration pour la période de trois ans qui prendra fin en avril 2027.

8. Points opérationnels en vitrine [I]

- a) Programmes d'options stratégiques pour le pays + b) évaluation de la stratégie et du programme de pays

Le Conseil d'administration examinera le programme d'options stratégiques (COSOP) et l'évaluation de la stratégie et du programme (ESPP) pour le pays ci-après. Conformément à la proposition du Conseil à sa cent-huitième session, une brève note du Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) sera jointe en additif au COSOP correspondant à l'évaluation présentée.

- i. Amérique latine et Caraïbes
a. Colombie

9. Questions diverses [I]

- a) **Informations actualisées sur les engagements, le programme de prêts et dons et autres ressources pour 2024**

La direction présentera des informations actualisées sur l'exécution du programme de prêts et dons correspondant à FIDA12 et sur les ressources disponibles pour engagement.